



Après les annonces de Fr. Hollande

Non au "pacte de responsabilité" ! Défendons la Sécurité Sociale !

16. I. 2014

« François Hollande tend la main aux entreprises » (*Le Monde*)

Lors de ses vœux du premier de l'an, puis durant son intervention du 14 janvier, Fr. Hollande a été clair : pour les travailleurs, 2014 sera pire que 2013. Pour l'essentiel, son discours a marqué une volonté de s'aligner sur *toutes* les exigences patronales.

Un pacte « de responsabilité » serait donc élaboré. Il entérinerait la poursuite de la politique de cadeaux aux patrons (« *l'allègement du coût du travail* »), déjà amorcé avec le Crédit d'impôt Compétitivité Emploi (CICE).

A ceci s'ajoute la « réforme » de la fiscalité annoncée par Ayrault. Son contenu patronal ne fait aucun doute : sans l'ombre d'un doute, les « assises de la fiscalité » aboutiront à une baisse de la fiscalité à laquelle sont soumises les entreprises.

Pour financer ces largesses, une nouvelle campagne a été annoncée contre les fonctionnaires, les services publics...

On peut comprendre Gattaz (MEDEF), qui salue une politique « *qui va dans le bon sens* » !

La Sécu en danger

Hollande a donc annoncé « *la fin des cotisations familiales* » pour 2017. C'est un hold-up de 36 milliards sur nos salaires réels qui est annoncé (plus de 50 % du budget de l'Éducation). Au-delà, c'est la pérennité de la branche « famille » de la Sécu qui est en question.

Si cette mesure passait, ce serait une étape

décisive vers le démantèlement de la Sécu telle qu'elle fut mise en place lors de l'après-guerre. D'un système basé sur les cotisations sociales (une fraction du salaire), on passerait à un système fiscalisé, financé par des crédits d'État, susceptibles de varier selon les budgets votés. Inévitablement, on aboutirait à un système de santé à plusieurs vitesses, profondément inégalitaire.

Les services publics, les fonctionnaires aussi !

Pour financer ces largesses faites aux patrons, il n'y a pas de mystères : on peut soit augmenter les impôts, soit réduire les dépenses. La seconde option a été choisie (celle qui développe les inégalités).

Ainsi, Hollande annonce « *des réformes structurelles* » qui redéfiniront les « *missions*

de l'État » et de nouvelles réductions des dépenses publiques. La santé et les collectivités territoriales sont dans la ligne de mire du gouvernement.

Sur ce terrain aussi, c'est vers une remise en cause des services publics qu'on se dirige.

Combattre, défaire le gouvernement Hollande-Ayrault

La politique annoncée par Hollande reprend désormais à la lettre les revendications des capitalistes.

L'heure est à organiser la résistance aux plans de ce gouvernement. Pour le NPA, il faut l'unité contre cette politique, le refus de

toute collaboration avec Hollande et Ayrault, par exemple sous la forme du « dialogue social ».

L'heure est à s'organiser pour les faire reculer par la seule méthode que comprennent ces gens : celle des luttes.

Nouveau Parti Anticapitaliste - Comité de Créteil

✉ : npa-creteil@live.fr - ☎ : 06 28 42 61 28 – blog : npacreteil.wordpress.com

Il n'y aura pas de liste unitaire d'opposition de gauche !

Une démarche unitaire

Les élections municipales se dérouleront alors que nous subissons la politique d'austérité mise en œuvre depuis deux ans par le gouvernement actuel. Loin de mener une politique de gauche, celui-ci ne fait que poursuivre la politique de l'ancienne majorité sarkozyste : Accord Emploi-Compétitivité (ANI), taxes contre le monde du travail, attaque contre la sécu, etc.

Dans ce contexte, fin juin 2013, le NPA de Créteil publiait une lettre ouverte en prévision des élections municipales. Nous proposons de constituer une liste unitaire d'opposition de gauche à la politique de Hollande-Ayrault et de son relai local, L. Cathala. Il s'agissait de permettre à l'électorat populaire de voter à gauche tout en manifestant son rejet de la politique de Hollande et Cathala.

Pourtant, l'échec de cette proposition est désormais avéré.

Lutte Ouvrière nous a répondu rapidement par une fin de non-recevoir. Le Parti Ouvrier Indépendant serait engagé dans la construction d'une liste « d'unité », sans répondre à notre proposition... Reste le Front de Gauche et ses composantes, avec lesquelles aucun accord n'a été possible. Les raisons de cet insuccès méritent aussi d'être connues de tous.

Le PCF (Créteil) s'aligne sur L. Cathala et le gouvernement...

Le PCF n'a pas non plus répondu à notre proposition. A Créteil, le PCF collabore en effet avec le PS depuis des décennies. Il lui a encore donné des gages de solidarité au cours des derniers Conseils municipaux.

Le 8 décembre dernier, les élus locaux du PCF ont voté la mise en place de la (contre-)réforme des rythmes scolaires. Ils ont ainsi approuvé une mesure combattue jour après jour par les enseignants, leurs organisations, comme un pas de plus vers le démantèlement du service public.

Et sans surprise, quelques jours plus tard le PCF décidait de participer à la liste pro-gouvernementale de Laurent Cathala...

... et le FdG s'aligne sur le PCF

Suite à cette annonce, à leur tour, les autres composantes du Front de Gauche (Parti de Gauche, *Ensemble*, « indépendants »...) ont fait savoir leur refus de constituer une liste municipale avec le seul NPA, mettant fin aux discussions qui s'étaient engagées.

Au nom de l'unité du Front de Gauche, sans doute en vue des élections européennes, ils ont diffusé le 23 décembre une déclaration qui s'efforce de minimiser les conséquences de l'attitude du PCF en écrivant que « *la vie ne s'arrête pas aux municipales* » (!).

Selon les mêmes, « *le Front de Gauche a la responsabilité de représenter l'expression politique essentielle de ces résistances* ». Mais peut-on « *Représenter les résistances* » quand le PCF collabore quotidiennement, au conseil municipal, avec le relai local du gouvernement ?

En tout cas, par ce choix, les diverses composantes du Front de Gauche ont pris la responsabilité de priver les électeurs du moyen de sanctionner à gauche la politique gouvernementale incarnée par Laurent Cathala, laissant ainsi un boulevard à l'abstention, à la droite et à l'extrême-droite.

Contre Hollande-Ayrault : Unité ! Opposition de Gauche !

La politique anti-sociale du gouvernement, sa mise en œuvre au niveau cristolien rendent nécessaire, urgent, que se constitue une opposition de gauche, unitaire et radicale, contre le gouvernement social-libéral. Le NPA continuera d'y consacrer ses efforts.

Renforcer le NPA, c'est contribuer à la construction d'une telle opposition à Hollande-Ayrault, d'un courant de masse opposé au capitalisme, à la destruction sociale.